

2 € n° 202 26.03.2004

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

MEDEF, droite, FN :

AUJOURD'HUI DANS LES URNES

Battons-les !

DEMAIN PAR LES LUTTES

Le recul de l'abstention, même si elle reste à des niveaux importants, a été présenté comme un fait marquant des dernières élections. Il est avant tout une des facettes d'un phénomène plus massif : la remobilisation de l'électorat de gauche, qui inflige une sévère défaite à un gouvernement en place depuis moins de deux ans.

Les partis de droite, représentants directs de la bourgeoisie française, escomptaient anesthésier les forces de contestation par la brutalité de leurs agressions : l'atteinte aux libertés (lois Perben et Sarkozy), les attaques contre les droits sociaux (déstructuration du Code du Travail, RMA, accords UNEDIC...), le démantèlement de l'Etat social par la décentralisation.

Contrairement à leurs desseins, c'est à la fois ce projet réactionnaire, mais aussi les luttes (grèves du printemps, intermittents, chercheurs, chômeurs...) qu'il suscite, même si elles n'ont pas encore abouti à des victoires décisives, qui lui ont valu cette sanction.

Du côté de la gauche, l'ensemble des composantes de l'ex-gauche plurielle profite de ce recul. La social-démocratie, limitée à une perspective d'alternance, reconstitue sa capacité à polariser le champ politique à gauche. Parallèle-

ment, les listes autonomes conduites par le PC ou les Verts connaissent un certain succès. Elles soulignent à leur façon la persistance d'un enjeu d'une actualité pressante : la structuration de l'espace existant à la gauche du PS, par le biais d'une force politique indépendante de ce dernier. De même, des résultats comme ceux de la Liste Alternative de Midi-Pyrénées, tout comme ceux de certaines élections cantonales, vont dans ce sens.

De ce point de vue, l'alliance LO-LCR constitue clairement un échec électoral. Curieux mélange d'auto-affirmation, de stratégie uniquement électorale et d'hégémonisme sur les couches radicalisées du salariat, elle ne saurait constituer l'axe de construction d'une gauche politique et sociale radicale. D'ailleurs, localement, les listes alternatives se montrent capables de rivaliser avec succès avec elle.

Dans l'immédiat, les Alternatifs appellent à transformer cette première défaite électorale de la droite en déroute au 2e tour : aux régionales par la fusion - sans obligation de solidarité de gestion - de toutes les listes de gauche et d'extrême-gauche ayant dépassé la barre des 5%, aux cantonales en barrant la route aux candidats de droite et d'extrême droite. Mais ils ne considèrent pas qu'il suffirait d'attendre les échéances électorales de

2007, comme seront tentées de le faire les directions de l'ex-gauche plurielle. D'autant plus que dans le même temps, le FN maintient ses scores et continue à s'implanter. Au contraire, dans les quartiers, dans les communes, l'heure est au rassemblement des salariés, à réunir à nouveau les structures de luttes apparues au printemps, à reprendre rapidement le chemin de mouvements interprofessionnels d'ampleur (grève générale), cette fois-ci victorieux : il ne suffit pas de battre la droite aux élections, il faut la battre politiquement et socialement pour mettre ce gouvernement hors d'état de nuire !

Au soir du 21 mars, le débat sur la stratégie nécessaire pour la gauche est à nouveau posé avec acuité : soit une nouvelle mouture de feu l'ex-" gauche plurielle ", sans projet autre que l'accompagnement social de l'Europe de Maastricht ; soit la structuration d'une gauche d'alternative, porteuse de perspectives par la mise en cohérence des mouvements de contestation, en lien avec les luttes et les espoirs des mouvements sociaux d'émancipation. Les Alternatifs s'y emploieront. n

Quentin DAUPHINÉ

Une claqué politique pour la droite gouvernementale et ses suppôts locaux !

Les Alternatifs 44 appellent au rassemblement de toute la gauche :

- pour amplifier au second tour ce rejet de la droite et gagner le département et la région à gauche,

- pour préparer les mobilisations sociales indispensables à la défense de la Sécurité Sociale et de l'emploi.

Le recul de l'abstention est un point marqué pour la démocratie. Il ne doit cependant pas masquer qu'elle reste à un très haut niveau, notamment dans les villes et agglomérations du département, où elle est supérieure à 40%.

La droite gouvernementale et ses suppôts locaux prennent une claqué politique sévère : pour la première fois de l'histoire, il est possible de faire basculer le Conseil général de Loire-Atlantique à gauche.

L'UMP et l'UDF paient là le prix électoral de leurs réformes réactionnaires sur les retraites (loi Fillon) et les libertés publiques (lois Perben et Sarkozy), de l'augmentation du chômage, du blocage des salaires, de leur volonté de privatiser les services publics, de démanteler le droit du travail, et, surtout, de s'attaquer à la protection sociale et à la Sécurité Sociale. Pour mettre en échec cette politique libérale et sécuritaire voulue par le MEDEF, il faudra plus qu'une simple victoire électorale des candidat/e/s de gauche : construire la mobilisation unitaire massive du monde du travail, actifs et retraités, chômeurs et salariés, doit être la priorité commune de toutes les forces de gauche.

Le Parti Socialiste est, localement comme nationalement, le grand gagnant à gauche du premier tour. Le scénario cauchemar des présidentielles de 2002 a conduit un grand nombre d'électrices et d'électeurs à choisir ce qui leur a semblé le vote le plus réaliste pour exprimer leur opposition à la droite.

A la gauche du Parti Socialiste, seuls les Verts - et les candidats unitaires des

groupes locaux de Saint Herblain (Jean François Tallio) et Guémené Penfao (Laurent David) soutenus conjointement par les Verts, l'UDB et les Alternatifs - réalisent des résultats conséquents, avec une moyenne proche des 10% des suffrages exprimés. Cela traduit positivement la prise de conscience des conséquences dramatiques du productivisme et du libéralisme sur notre environnement et nos conditions d'existence. Les résultats spécifiques des candidats Verts sur Notre-Dame des Landes, où Marily Plongeon arrive en tête avec près de 25% des suffrages exprimés, et Vigneux de Bretagne (26,05% pour Patrick Naizin) témoignent de l'ampleur du refus de la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes par les populations directement concernées. Ce message doit être non seulement entendu mais réellement pris en compte par les partis de gauche : ce projet d'aéroport doit être abandonné.

A l'extrême gauche, les scores de la liste régionale LO-LCR et ceux des candidats de LO aux cantonales sont loin de traduire le regroupement escompté des laissés-pour-compte de la société capitaliste. L'addition d'un discours radical protestataire et du refus de choisir entre droite et gauche s'est largement révélée une impasse.

Les résultats des candidatures d'union UDB - Alternatifs sur Nantes, avec une moyenne de 2,3%, comme ceux plus globaux de nos amis de l'UDB sur le reste du département, restent modestes et en-deçà des espoirs raisonnables qu'indiquaient les échos de notre campagne.

L'absence de lisibilité nationale des Alternatifs comme courant politique a sans doute pesé négativement en ce sens.

Les Alternatifs 44 considèrent cependant que les axes, partagés avec l'UDB, du rassemblement « pour une alternative solidaire, bretonne et écologiste en Loire Atlantique » constituent un acquis collectif sur la voie de

la construction d'une gauche bretonne anti-libérale, écologiste et populaire. La prise en compte par les candidat/e/s socialistes en lice au second tour des cantonales et par la liste de Jacques Auxiette aux régionales de certaines priorités serait un signe fort donné, à gauche, à toutes celles et ceux qui se sont abstenus ou qui hésitent encore à rassembler leurs voix sur la liste ou le ou la candidat/e de gauche présent/e au second tour.

Quatre priorités

nous semblent nécessaires :

- étendre la gratuité des transports publics à l'ensemble des sans emplois et précaires du département et de la région,
- instituer un revenu minimum pour les jeunes de moins de 25 ans leur permettant d'accéder à un logement autonome,
- suspendre toute aide du département et de la région à un type d'agriculture intensif et polluant,
- ouvrir un collège Diwan en Loire Atlantique.

La confirmation de l'ancrage du Front National, même si la division de l'extrême droite élimine heureusement ici le Front National du second tour des régionales, est lourd de grands dangers pour la démocratie et les droits des salariés, des femmes et des jeunes. La nécessaire dénonciation de ses orientations, telle qu'elle est menée par les collectifs contre l'extrême droite, n'y suffira pas : c'est seulement en faisant concrètement la preuve du bien-fondé d'une politique de gauche, solidaire et écologiste, pour changer les conditions de vie (emploi, revenu, cadre de vie) de celles et ceux qui aujourd'hui constituent une partie de la base sociale stabilisée de l'électorat frontiste que l'on pourra extirper ce danger raciste et fasciste. Ce n'est pas la moindre des responsabilités qui pèsera demain sur les exécutifs départementaux et régionaux gagnés par la gauche.

Nantes le 22 mars 2004

Les Alternatifs de Loire-Atlantique

BAGA-TEAG

Baga (Brest à gauche autrement)

se réjouit de la claqué reçue par la droite lors de ces élections. Ces résultats traduisent le rejet massif de sa politique ultra-réactionnaire. Dans un contexte de vote utile, les résultats que nous avons obtenus, à Kerichen (7,37%), Lambe-Zellec (5,76%), et Recouvrance (6,84%), sont très encourageants et confirment l'importance d'une gauche alternative et radicale sur Brest.

Au second tour nous appelons à battre la droite partout. Au-delà nous resterons bien sûr vigilants sur la politique du Conseil Général. Si la gauche veut prouver qu'elle est vraiment de gauche et qu'elle représente une véritable alternative à la droite, elle doit prendre des mesures sans équivoque comme par exemple déclarer le Finistère "zone hors RMA" en refusant ainsi d'appliquer une des pires mesures de la droite."

Les candidats de Baga

MIDI-PYRÉNÉES

Avec 8.06 % des voix exprimées représentant près des 100000 électeurs et électrices, la liste Alternative en Midi-Pyrénées conduite par JP Bataille obtient un bon résultat, illustrant ainsi qu'il y a un espace politique à la gauche de la social-démocratie. De son côté la liste LO-LCR, malgré la bonne implantation de la LCR dans la région toulousaine et ses deux conseillers régionaux sortants, reste en-dessous de la barre des 5%. Les listes de droite UMP et UDF sont très largement distancées par la liste de la gauche plurielle PS-PCF-PRG du Président sortant de la région M.Malvy qui avec 41.4 % réalise un excellent score. Il serait donc très intéressant de vérifier si l'hypothèse qu'une partie importante des électeurs et électrices de la gauche Alternative provient de jeunes et d'anciens abstentionnistes s'avère exacte.

essai à transformer

Avec une telle avance sur la droite, sa réélection étant assurée, la liste de la gauche plurielle est retombée dans sa tendance naturelle à l'hégémonie. Elle a refusé, dans un premier temps, que la fusion avec la liste Bataille se fasse sur la base des résultats du premier tour et voulait minimiser la représentation de la liste Alternative.

Surtout elle a mis son veto sur la demande de la liste Alternative de non-obligation de solidarité automatique de gestion. A l'heure où ces lignes sont écrites, on se sait pas s'il y aura fusion entre les listes Malvy et Bataille et donc des élu-e-s alternatif-ve-s. Décidément l'union restera donc toujours un combat !!!

Henri Térannée

NORD-PAS-DE-CALAIS

Bilan de campagne

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la campagne a débuté dans des conditions difficiles: d'une part, parce que dans le Nord, une partie seulement du mouvement a décidé de participer à la liste d'Union Ecologiste et Altermondialiste, Citoyenne et Sociale (le groupe du Littoral 59), d'autre part à cause de la perte d'une grande partie des militants du Pas-de-Calais, ceux de Calais et de Lens. Malgré ce contexte peu encourageant, les Alternatifs ont présenté 17 candidats et ont animé la campagne avec beaucoup de détermination et de sérieux.

Le partenariat entre les écologistes indépendants et associatifs, et nous-mêmes, a très bien fonctionné. Le programme défendu pendant cette campagne, la rédaction de la profession de foi, les thèmes mis en avant dans les diverses réunions que nous avons tenues, ont été le fruit d'un travail commun permanent. Dans la prise de parole publique, d'une manière générale, nous nous étions réparti la tâche de la façon suivante: les questions d'environnement étaient traitées par nos camarades écologistes et les questions sociales ainsi que la démocratie participative étaient développées par les Alternatifs.

Cette campagne nous a donc permis de développer nos idées dans une grande partie de la région.

Parallèlement à la campagne commune, nous avons distribué 10 000 tracts que nous avons rédigés dans le but de développer le mouvement. Le groupe de Dunkerque

s'est fortement mobilisé pour mener une campagne dynamique. Les nouveaux adhérents du Pas-de-Calais, quoique moins nombreux, ont montré un bel enthousiasme.

Au niveau humain, la campagne s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Elle a permis des échanges de vues très enrichissants entre militants associatifs, militants écologistes issus pour la plupart des Verts, et Alternatifs. Nos idées en matière de démocratie, notre implication dans les luttes pour une autre mondialisation, ont été jugées séduisantes par nos partenaires.

Ce bilan ne serait pas complet si l'on n'évoquait pas les difficultés que notre liste a eues pour se faire entendre. Le traitement qui nous a été réservé par la presse régionale (absence de journalistes au dîner-débat de Dunkerque et au meeting de fin de campagne dans le Bassin minier) et surtout par France 3, qui a privilégié de façon abusive les partis représentés au Parlement, a constitué un handicap certain, s'ajoutant au manque de moyens financiers qui nous a empêché de communiquer comme nous l'aurions souhaité.

Alors que les autres listes tenaient un discours simpliste (luttons contre l'abstention, votez utile) sans réel programme pour l'avenir de la région, nous avons fait pour notre part des propositions concrètes en matière de démocratie, de lutte contre l'exclusion, d'aménagement écologique du territoire. Aussi le résultat final (2,5% de voix pour notre liste) peut-il apparaître décevant. Il illustre la difficulté de faire entendre une voix différente dans un système verrouillé.

Bernard CARON

LES ALTERNATIFS 76

Les résultats du premier tour des élections du dimanche 21 mars sont une claque pour la droite parlementaire. Les Alternatifs 76 s'en réjouissent.

Cela démontre la volonté des français de stopper le bulldozer de casse sociale conduit par Raffarin-Chirac, sous les directives du MEDEF. Pour autant, la gauche dans son ensemble ne doit pas se tromper d'analyse.

Ce résultat ne saurait réhabiliter la gauche plurielle. Le score du FN en est l'illustration.

Dans un contexte de vote utile, les résultats que nous avons obtenus, à Rouen 4 (3,03%), Rouen 6 (3,44%), Saint-Etienne du Rouvray (2,87%), Sotteville-lès-Rouen (2,41%), Maromme (2,11%) et Mont St Aignan (4,18%) sont très encourageants. Ils confirment l'implantation des Alternatifs sur l'agglomération Rouennaise.

Au second tour, nous appelons à battre la droite. Mais nous resterons bien sûr vigilants sur la politique du Conseil Général. Si la gauche veut prouver qu'elle est vraiment de gauche et qu'elle représente une véritable alternative à la droite, elle doit prendre des mesures sans équivoque comme par exemple:

- déclarer la Seine-Maritime "zone hors RMA" en refusant ainsi d'appliquer une des pires mesures du gouvernement.

- augmenter fortement les crédits du Fond de Solidarité Logement pour que le droit au logement soit une réalité.

- favoriser l'égalité des chances en particulier en construisant des collèges à taille humaine (moins de 400 élèves).

Au delà des urnes, nous continuerons à agir dans les mobilisations et dans les luttes contre la politique de démolition sociale et d'aberration écologique du gouvernement.

BASSE NORMANDIE

Déception dans les urnes, avancées sur le terrain.

La liste Alternative de Basse-Normandie ne regroupe que 2,7% des suffrages, déception donc après une campagne active. Ce résultat est pour partie dû à la présence d'un objet politique non-identifié, une liste disposant de moyens financiers substantiels et ayant à peu près calé ses propositions sur celles des "vrais" alternatifs.

La campagne a permis une vraie présence dans l'Orne et la Manche, notamment avec la participation de réseaux militants issus du mouvement gréviste de mai-juin 2003 et de militant-e-s associatifs (commerce équitable, solidarités Nord-Sud...).

Elargissement donc au-delà de l'implantation de l'ANPAG dans le Calvados. Le collectif issu de la campagne va poursuivre son activité dans les 3 départements Bas-Normands et souhaite tisser des échanges avec les autres listes régionales alternatives et citoyennes.

Le dernier meeting de campagne, avec la participation de Claire Villiers et d'un représentant de la direction des Alternatifs, a témoigné d'un élargissement au-delà des cercles militants habituels, notamment du fort engagement et de la grande créativité des intermittents du spectacle du Calvados.

J J BOISLA ROUSSIE

ILE-DE-FRANCE

Un espace de gauche antilibéral et anticapitaliste s'affirme

La droite, sévèrement sanctionnée nationalement, porte sur l'Ile-de-France son espoir d'éviter une défaite cuisante. En effet le scrutin s'annonce serré pour gagner la région entre la droite menée par JF. Copé et la gauche menée par JP. Huchon. La mobilisation des abstentionnistes du 1er tour et les reports de voix feront la décision. La gauche a progressé avant tout grâce à la liste autonome de la Gauche Populaire et Citoyenne dirigée par Marie-George Buffet qui obtient 7.2 % des voix. Le choix de se démarquer du bilan régional de la majorité de gauche sortante et plus encore de se présenter de manière autonome est gagné.

Ce pari se révèle, au niveau national, gagnant : ce sont les listes autonomes de gauche qui la font le plus progresser. Cette affirmation et la stagnation des listes d'extrême gauche LO-LCR par rapport aux dernières élections régionales et surtout la division de leurs voix par 2 par rapport aux dernières élections présidentielles, nous confortent dans notre projet de construction d'une gauche alternative antilibérale et anticapitaliste contestant l'hégémonie d'un PS social-libéral.

La liste menée par Marie-George Buffet et Claire Villiers obtient des résultats largement supérieurs à la moyenne régionale dans les municipalités tenues par le PCF - c'est particulièrement vrai dans les Hauts-de-Seine -, preuve que celui-ci a su mobiliser son électorat. Cependant son score en Ile-de-France est inférieur à ceux réalisés dans le Nord-Pas-de-Calais, en Picardie ou en Auvergne. Les explications peuvent être diverses : elles ont d'autant plus gagné de voix qu'elles se différencient de la gauche plurielle, l'ouverture pratiquée en Ile-de-France a pu dérouter un secteur du PCF... Quoi qu'il en soit, JP.Huchon a besoin de la dynamique portée par la liste Buffet-Villiers. Cela donne les coudees plus franches pour imposer un certain nombre de changements tant dans la politique sociale que dans le développement d'une démocratie active dans la région. Pour battre la droite toutes les voix de gauche doivent se porter sur la liste JP.Huchon, mais pour faire de l'Ile-de-France une région menant une politique audacieuse dans les domaines social et démocratique.

Jean-Louis LE BOURHIS

Résultats des candidat-e-s présenté-e-s ou soutenu-e-s par les Alternatifs aux élections cantonales.

Les scores des candidat-e-s des Alternatifs témoignent dans la grande majorité des cantons, et alors que le mouvement n'était pas présent aux régionales dans la plupart des cas, d'une amorce d'implantation. Dans les situations de concurrence avec PCF, extrême-gauche et Verts, le point moyen de nos résultats se situe entre 2 et 4%. Résultats certes à relativiser compte tenu du faible nombre de candidatures, mais positifs. Les candidatures unitaires soutenues par les Alternatifs (selon les cas avec des collectifs locaux, la LCR, le PCF ou les Verts) obtiennent des scores parfois importants, les dynamiques de convergence paient: exemple à méditer.

Jean-Jacques Boislaroussie

Ain PONCINI CHRISTIANE BATAILLARD 7,14%	Isère GRENOBLE 3I COLETTE FILLION-NICOLLET 10,67%	HOCHARD 14,47%
Alpes Maritimes GRASSE NORDI MARCELLE MONZEGLIO 2,51%	GRENOBLE 1m OLIVIER BERTRAND 18,84%	Seine Maritime ROUEN 4I ANNE DUMAZAUBRUN 3,03%
NICE 10I FLORENCE CIARAVOLA 3,39%	GRENOBLE 6m HAKIM SABRI 4,62%	ROUEN 6I BENOIT HÉBERT 3,44%
NICE 11I BERNARDETTE BOUCHARD 2,74%	Landes TYROSSEm CLAUDINE MIQUEL 8,83%	SAIN-ETIENN-DU-ROUVRAYI STÉPHANIE LAMBERT 2,87%
NICE 14I CATHERINE SACKUR 1,44%	MONT-DE-MARSAN NORDm ANDRE-MARC DUBOS 9,83%	SOTTEVILLE LES ROUENI SAID BOUARISS 2,41%
Ardennes VOUZIERSm JEAN-LUC LAMBERT 16,83%	MONT-DE-MARSAN SUDm JEAN DUVIGNAU 7,70%	MONT SAINT-AIGNAN DEVILLEI RACHEL LAFONTAINE 4,18%
Calvados HEROUILLEM JEAN CHRISTOPHE PETITE 4,04%	Loire Atlantique SUR LES 6 CANTONS NANTAIS CANDIDATS COMMUNS ALTERNATIFS UDB	MAROMME CANTELEUI PIERRE HÉBERT 2,11%
Côte d'or BEAUNEI JACQUES THOMAS 8,36%	NANTES 1m JEAN-YVES LE GOAS 1,99%	Tarn-et-Garonne MONTAUBAN 6I NICOLAS GUIRAUDET 2,59%
Doubs BESANCON NORD OUESTI MARTINE BULTOT 7,56%	NANTES 3m CHRISTIAN PELLEN 2,20%	MONTAUBAN 1I MARIE CHRISTINE DUBOSC 2,07%
BESANCON OUESTI MARIE-ODILE CRABBE 4,82%	NANTES 5m JEDIJIGA OUGGADOUILLARD 2,47%	LAUZERTEI BENOIT GRAMOND 3,10%
DIAWARA 4,82%	NANTES 6I JEAN-LOUIS CHAUSSET 2,61%	Var BRIGNOLESI CHRISTOPHE TERRAS 4,85%
QUINGEYI TEDDY BENETEAU DE LAPRAIRIE 5,25%	NANTES 9m GERARD MEREL 1,78%	Vienne CHATELLERAULT SUDI MARYLINE SAVIN 0,86%
Finistère CONCARNEAUm PATRICK NAVINER 11,11%	NANTES 11I BERTRAND VRAIN 2,36%	CHATELLERAULT OUESTI MIREILLE MOSCATI 0,91%
DAOULASm ANDRE LE GAC 30,48%	SAINT HERBLAIN ESTm JEAN-FRANCOIS TAL-LIO 13,29%	CHAUVIGNYI DENIS ALAMONE 1,88%
LE GUILVINECm LOUIS GUIRRIC 8,52%	GUEMENE PENFAOm LAURENT DAVID 9,85%	NEUVILLE DU POITOUI BRUNO RIONDET 1,07%
PONT L'ABBEEm ARELTTTE LEGOUIC 7,34%	Morbihan MUZILLACm BERNARD AUDRAN 3,96%	POITIERSS2I HÉLÈNE RICHARD 2,28%
BREST KERICHENm CHARLES LE HIR 7,37%	VANNES CENTREm ERWAN LE CALVEZ 4,55%	POITIERSS4I THIERRY GUILBERT 1,62%
BREST LAMBEZELLEcm GUYLE DEM 5,76%	Nord COUDEKERQUE BRANCHEI ROGER LALOUETTE 2,85%	SAINT JULIEN L'ARSI HENRI FERAL 1,20%
BREST RECOUVRANCEm HUBERT CASEL 6,84%	Rhône LYON 5I MOHAMED RAFED 3,30%	Hauts-de-Seine COLOMBESm PHILIPPE CHARLOT 3,50%
BREST PLOUZANEm JEAN QUER 8,93%	VILLEURBANNE CENTREI FAWZI BENARBIA 9,08%	Seine-Saint-Denis EPINAYI PIERRE GELAS 2,85%
Gers AUCH NORD ESTI JOELLE REYNAUD 6,72%	VAULX-EN-VELINm MARIE JEANNE	Val-de-Marne CACHANm CYRILLE TADJER 7,40%
JEGUNI NICOLE JULLIAN 8,31%		
FLEURANCEI JEAN-LOUIS CASSAING 6,07%		
VALENCE SUR BAISEI JEAN MANUEL FULLANA 4,62%		

I CANDIDAT MEMBRE DES ALTERNATIFS m CANDIDAT SOUTENU PAR LES ALTERNATIFS

Proposition d'ordre du jour de la coordination générale des 3 et 4 Avril

SAMEDI 3		DIMANCHE 4	
10 h 30	Commissions femmes et Europe/international	9 h -	Europe Fin du débat et votes.
14 h -	Bilan politique des élections régionales et cantonales		Si nécessaire, préparation de la consultation des adhérent-e-s
16 h 45	Europe : Contenus et tactique électorale	11 h -	Université d'été
19 h	Mise en place de la commission des résolutions	12 h	Rapports des commissions
		12 h 30	Le point sur la remontée des cartes
		12 h 45	Repas en commun
		14 h 30	Commission autogestion

Résidents aujourd'hui ? Demain, citoyens Européens!

Les élections européennes approchent. Y sera-t-il question de l'Europe que nous voulons ? Jusqu'ici, ce type d'élection n'a été que le énième tour d'une élection interne ou l'occasion pour un "présidentiable" de faire un galop d'essai et de rentrer au paddock devant les résultats obtenus. En sera-t-il autrement cette fois ? C'est un des défis que se propose la pétition du "million de signatures pour une citoyenneté européenne de résidence".

Le moment est particulièrement favorable. Du fait des élections européennes. A cause de l'extension de l'Union européenne vers l'extérieur qui oublie l'extension vers tous ceux qui vivent parmi nous et sont exclus de la citoyenneté : 15 à 20 millions de personnes sur le territoire de l'Union qui n'ont pas la "bonne" nationalité. Une population plus importante que celle de 9 des 10 nouveaux pays membres de l'UE ! Parce que la Constitution européenne préparée par la Convention sur l'avenir de l'Europe va ressortir du chapeau et reprendre la définition de la citoyenneté de l'UE telle qu'elle est apparue dans le traité de Maastricht : "est citoyenne de l'Union toute personne qui a la nationalité de l'un des Etats membres".

Mais le projet de Constitution prévoit aussi que la Commission européenne peut être appelée à donner un avis sur une question à la demande d'un million de citoyens de plusieurs pays de l'Union. Partant de ce prétexte, le Collectif a pensé que, quelle que soit l'opinion de chacun sur l'avenir de l'Europe ou le projet de Constitution, il serait bon que la première interpellation des politiques porte sur l'exclusion de millions de personnes de la citoyenneté, sur le "déficit de démocratie" dont ils se gargarisent facilement mais qui ne les dérange pas beaucoup.

Cette pétition propose que la citoyenneté de l'Union européenne ne soit pas attribuée seulement aux nationaux des Etats membres mais à tous les résidents quelle que soit leur nationalité. Pratiquement dans tous les pays, la citoyenneté est attachée à la nationalité : seule exception, la Nouvelle Zélande et d'une certaine façon le Royaume-Uni. Pourtant dans tous les

pays démocratiques, la résidence est de plus en plus un critère d'attribution de droits, depuis le droit à la régularisation pour les sans-papiers après 10 ans de présence, illégale, sur le territoire jusqu'à la nationalité après 5 ans de résidence légale. Cela n'est pas le cas pour les droits politiques. Encore que la Charte européenne des droits fondamentaux dise : "Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment politique..." (Art. 12-1). Autrement dit, toute personne, quelle que soit sa nationalité, a le droit de manifester, d'être membre d'un parti politique, d'en être la présidente... mais ne peut participer à aucune élection politique ! La résidence doit devenir le critère fondamental d'attribution de la citoyenneté et d'abord de la citoyenneté européenne.

Attribuer la citoyenneté de l'UE donnerait le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes mais aussi la liberté de circulation et d'installation à l'intérieur du territoire de l'Union à tous les résidents. Surtout elle donnerait les mêmes droits demain en cas d'extension de ces droits. C'est cette revendication que le Collectif veut porter dans un espace public européen qui n'existe pas vraiment. Cette pétition est lancée à l'échelle européenne, avec beaucoup de difficultés pour des associations qui n'ont pas l'habitude de travailler à cette échelle. Mais, à ce jour¹, 179 organisations de 12 des 15 pays de l'Union européenne ont déjà apporté leur soutien à la campagne qui a été lancée à l'occasion du FSE : essentiellement, Italie (17), Belgique (20), Espagne (34), France (79).

Le collectif propose d'organiser, partout où c'est possible, une semaine européenne de la citoyenneté européenne de résidence, du 9 au 16 mai, pour recueillir un maximum de signatures. Une première information préparatoire peut être diffusée lors des manifestations syndicales organisées le 3 avril à l'échelle européenne : ce sera le cas à Paris. Et à celles du 1^{er} mai.

Pendant la semaine de la citoyenneté européenne de résidence, de multiples initiatives peuvent être prises, réunions d'informations, signature de

la pétition sur les marchés, dans les mairies comme cela avait été possible lors de l'opération "votation citoyenne".

Un aspect particulier de cette semaine est la possibilité de cyber-démonstration de signature en ligne dans un cyber-café ou une association... En effet, la pétition peut être signée sur le site internet de la fidh-ae (<http://www.fidh-ae.org/petition-million.htm>) dans les 11 langues officielles de l'Union. Mais pour obtenir un million de signatures dans l'Europe des 15, il faut recueillir 1 signature pour 400 habitants et comme la mobilisation n'est pas la même dans tous les pays de l'UE, il faut rechercher, pour la France, qui a eu l'initiative de cette campagne, 1 signature pour 200 habitants : cela veut dire 2 à 300 000 signatures. Pour y arriver, il faut une forte mobilisation. C'est un défi mais, en quelques jours de décembre 2002, 40 000 personnes dans 70 villes de France ont participé à "votation citoyenne". Il est possible de faire mieux cette fois.

Après cette première étape, un bilan sera fait qui servira de tremplin pour interpellier les partis présentant des candidats à l'élection parlementaire. Le PE a déjà pris position sur la question. Le Comité économique et social européen aussi. L'opinion publique, en France, est favorable à l'extension du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes (sondage de la Lettre de la citoyenneté). Contrairement à ce qui est dit souvent ce ne sont pas les Français qui sont en retard mais les politiques. Il faut le leur rappeler.

La campagne du "million" n'est pas "juridique", la Constitution n'est pas encore adoptée et les conditions de son application encore moins. C'est une opération politique : mettre le doigt sur la discrimination politique, institutionnelle dont est victime une partie importante de la population de l'Union européenne, discrimination qui s'ajoute et, en un certain sens, légitime bien d'autres discriminations. n

Paul ORIOL

1. "Ce jour" est le 19 mars

La santé n'est pas

L'instauration d'un système de solidarité face à la maladie et à la vieillesse est le fruit d'un long combat qui a donné naissance à la Sécurité sociale.

A l'heure des remises en cause de la branche maladie de la Sécurité sociale, Patrick Alloux, responsable syndical à Sud Santé et membre de la commission santé d'Attac, avec la collaboration de Martine Masson, journaliste,

décrit la logique de ce processus¹. Il reprend les principales étapes des cinquante années de lutte qui ont précédé la création de la " Sécu ". Il décrit et analyse les différents plans destinés à fragiliser le système français de soins.

Dans cet essai, il remet en cause de façon radicale les politiques néolibérales actuelles de santé.

Rouge & Vert : Depuis quelques années, on assiste à la mise en place de mesures visant à diminuer le coût des soins et à la privatisation croissante du secteur de la santé. Comment en

est-on arrivé là ?

Patrick Alloux : Le déficit de la sécu n'est pas un phénomène nouveau.

Dès la création de la Sécurité sociale, les déficits sont apparus.

D'ailleurs dans les années cinquante, les chansonniers chantaient dans les cabarets parisiens le "trou de la sécu". Le problème c'est que quand il y avait un "trou à la sécu" on augmentait les recettes par le biais de l'augmentation des cotisations ou l'augmentation des salaires. Dans le milieu des années quatre-vingt, comme on s'attaque au coût du travail au nom de la compétitivité internationale, on n'agit plus sur les recettes mais sur les dépenses. Et pour cela, on met en place une politique de restructuration des dépenses au travers notamment de la restructuration du système de soins.

Par contre dans le même temps on laisse l'industrie pharmaceutique et du biomédical imposer leur prix et ainsi maintenir leur niveau de profit sur le dos de l'assurance maladie. En moins de 10 ans on a assisté à la fermeture de 100 000 lits d'hospitalisation, une baisse constante des remboursements, la mise en place du forfait hospitalier... De plus en plus de gens se trouvent ainsi exclus totalement ou partiellement de l'accès aux soins. Une accélération est donnée à la mise en place de leur projet libéral en 1994 avec la signature de l'accord général du commerce et des services. C'est une véritable offensive des assureurs pour mettre la main sur les systèmes de protection sociale dans le monde. Ainsi, des directives européennes permettent la concurrence entre les assurances et les mutuelles et des dispositifs autorisent de plus en plus les assurances à venir concurrencer les systèmes de protection sociale et notamment les systèmes d'assurance maladie.

R&V : Le MEDEF présente une

tentative de libéralisation radicale de la protection sociale. Quel est son projet de réforme de l'assurance-maladie ?

P.A : Le MEDEF, dès 1993, au travers de Claude Bébéar, Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance, déclarait que "la santé doit être un système traité comme celui de l'automobile". Il donnait déjà le "la". Au Congrès du MEDEF, les patrons ont adopté un projet de privatisation des systèmes de protection sociale, c'est-à-dire un système mixte avec d'un côté des assurances, et de l'autre côté une sécurité sociale pour les plus pauvres. Donc, ils mettent aujourd'hui une pression permanente sur le gouvernement avec une écoute attentive puisque Raffarin reprend à la lettre les propositions du MEDEF.

Le MEDEF va voir probablement son projet repris tout ou en grande partie dans les propositions qui vont émerger au second semestre 2004.

R&V : Les gouvernements successifs ont modifié lentement la notion de service public de santé. Quelle est la stratégie du gouvernement Raffarin ?

P.A. : Les gouvernements précédents - par leur politique - ont créé toutes les bases pour Raffarin aujourd'hui. Il y a une certaine continuité dans les politiques menées depuis le début des années 90, ce qui permet aujourd'hui à Raffarin d'avoir les bases pour démanteler la sécurité sociale et de passer la grande partie de l'offres de soins au privé.

La maîtrise comptable de la santé, la pénurie de personnel qui découle du plan Juppé, n'ont pas été abandonnés par le gouvernement Jospin. C'est sous son gouvernement que l'ordonnance permettant aux assurances privées de concurrencer les mutuelles a été prise, c'est sous son gouvernement que l'on a autorisé les groupes de cliniques privées à être coté en bourse alors qu'ils sont financés à 85% avec l'argent de la sécu.

C'est souvent au travers d'un manque

Une alternative à la réforme du système de santé.

Face au projet de démantèlement de la Protection Sociale organisée par le MEDEF, il est urgent de reconstruire un système de santé efficace et juste socialement.

Cette Note de la Fondation Copernic¹ débute par l'analyse de la crise d'efficacité de notre système de santé : maîtrise des dépenses exercée de manière " comptable ", inégalités sociales persistantes et disparités géographiques entre populations inacceptables. Puis, elle critique la logique marchande de l'ultra-libéralisme qui préside aux réformes actuelles des systèmes de santé avec l'accélération inéluctable de l'exclusion dans l'accès aux soins et le développement des assurances complémentaires santé institutionnalisant un système de soins à plusieurs vitesses. Dans la troisième partie, cette note développe les pistes alternatives de réforme du système de soins en partant de nouveaux besoins de santé au plus près de la population et en développant un service public hospitalier et des soins " articulés avec une médecine de ville plus concertée, plus efficace, plus solidaire ". Elle propose une refonte alternative du financement de notre système de santé " branché sur la croissance réelle, l'emploi et le développement des ressources humaines et répondant à une réforme du système de santé fondée sur la solidarité ".

R.S.

1. Main-basse sur l'assurance maladie, Les Notes de la Fondation Copernic, Syllepse, 2003

une marchandise

de personnel qu'on ferme des services, des hôpitaux de proximité. La catastrophe sanitaire de cet été n'est pas un fâcheux concours de circonstance, c'est le fruit d'une politique libérale. Encore aujourd'hui en région Ile-de-France le système hospitalier n'a plus la capacité de prendre en charge une épidémie de grippe ou de bronchiolite. Donc, on va s'appuyer sur cette pénurie et sur cette crise sanitaire pour renforcer la place du secteur privé lucratif qui prendra en charge ce qui est le plus rentable tels la chirurgie ambulatoire, la chirurgie lourde, la gynécologie obstétrique, le cancer sur certains aspects. Le reste, ce sera via l'hôpital public, c'est-à-dire le long et moyen séjour et la médecine.

R&V : Comment les organisations syndicales, les associations, les mutuelles peuvent-elles organiser la riposte pour "sauver" la Sécurité Sociale ?

P.A. : Il faut d'abord que chacun arrête de regarder son propre projet.

C'est bien de travailler chacun chez soi à des solutions mais là maintenant il faut travailler à l'organisation d'une riposte. On ne sera pas en capacité, même avec les meilleures propositions dans chacune des organisations syndicales, dans les mutuelles, ou dans les associations, d'infléchir la politique. Le seul moyen d'infléchir cette politique, c'est de se mettre ensemble et de préparer la mobilisation en proposant des perspectives d'action. L'enjeu c'est de construire un mouvement encore plus fort que sur les retraites. L'heure est à la défense de "cette belle conquête sociale", "la sécu". Dans le même temps nous devons engager le débat pour consolider ces bases et la rendre plus solidaire, plus démocratique. Cela passe par la mise en place d'une véritable politique de santé publique pour toutes et tous dont les piliers sont la prévention et l'éducation et un système de soins public travaillant en réseau et accessible pour tous.

R&V : Pourtant la riposte organisée pour les retraites n'a pas fait reculer le gouvernement. Ne risque-t-il pas de se reproduire la même chose pour la maladie ?

P.A. : Le gouvernement est affaibli. Le fait qu'il est obligé de reculer la réforme d'un an dans le calendrier montre que le gouvernement n'est pas aussi à l'aise que sur la problématique des retraites. C'est un gouvernement qui a perdu énor-

mément de crédibilité : il est au plus bas dans les sondages. La catastrophe sanitaire de cet été pèse dans la crédibilité du gouvernement et face à cela, même si on n'a pas gagné sur les retraites, on a un mouvement social qui n'est pas mort. Ainsi, quand on voit 300 000 personnes au Larzac au mois d'août, quand des intermittents du spectacle animent un mouvement social pendant tout l'été et à la rentrée, on a une situation sociale qui peut aujourd'hui rebondir, on l'a vu avec les étudiants, et qui peut demain inverser le processus.

Aujourd'hui la balle est dans le camp et dans les mains de l'ensemble des organisations pour s'entendre et proposer des perspectives de mobilisation.

Elles doivent proposer des perspectives pour travailler ensemble à une sécurité

sociale solidaire pour le 21ème siècle qui réponde aux véritables enjeux de la société. Mais la balle est aussi dans notre camp: si nous voulons avoir des garanties sur la construction d'un mouvement unitaire, il nous faut prendre dès maintenant les choses en main en organisant dans toutes les villes des réunions publiques et en proposant la mise en place de collectifs ou de comités avec toutes les organisations, associations, syndicats, mutuelles et les assurés sociaux disposés à relever l'enjeu.

Propos recueillis par
René SEIBEL

(1) "La santé n'est pas une marchandise", Les Editions de l'Atelier, 2003

Communiqué

Assurance-maladie : Coup de force du gouvernement !

Le gouvernement va présenter mercredi en Conseil des ministres un projet de loi lui permettant de légiférer par ordonnances sur l'assurance-maladie. Ce projet de loi "d'habilitation" devrait lui permettre, sous prétexte de "simplification du droit", d'avoir les mains libres pour modifier en profondeur l'organisation de l'assurance-maladie et ses relations avec les pouvoirs publics, en évitant tout débat au Parlement.

Quel sens peut donc avoir aujourd'hui la concertation organisée par le gouvernement ? Il s'agit de toute évidence d'occuper la galerie pendant que les choses sérieuses se passent ailleurs. Cette concertation en trompe-l'œil n'a qu'une fonction, anesthésier les esprits alors que, dans le même temps, le gouvernement se donne les moyens de passer en force.

Dans cette situation, il importe plus que jamais de préparer les conditions d'une large mobilisation unitaire pour défendre et améliorer la Sécurité sociale. Il est de la responsabilité du mouvement syndical de proposer très rapidement des échéances d'action qui permettent de créer les rapports de force nécessaires. Pour sa part, l'Union syndicale G10 Solidaires met en débat, comme première étape vers un mouvement d'ensemble, la proposition d'une grande journée de manifestations un samedi dans toutes les villes de France.

Le 15 mars 2004

Union syndicale G10 Solidaires
<http://www.snj.fr/g10/index.html>

Enhedslisten Rød - Grønne

15^{ème} Congrès de l'Alliance Rouge et Verte danoise

Du 12 au 14 mars 2004 se tenait la 15^{ème} conférence de l'Alliance Rouge et Verte à Copenhague. Comme beaucoup d'autres partis de gauche européens, Les Alternatifs y étaient invités.

Nos amis avaient fait l'effort d'organiser une traduction simultanée, en anglais, ce qui a permis aux invités étrangers de suivre une partie des débats. La commission internationale avait également organisé une réunion destinée aux étrangers. Ils nous ont présenté l'historique et le contexte de la création de leur parti et nous avons débattu de leur position par rapport à l'Union Européenne.

Une gauche danoise en perte de vitesse

En 1989, dans un contexte d'affaiblissement et de recul de la gauche anticapitaliste et des syndicats, quatre partis ont décidé de s'allier pour présenter une liste unique aux élections parlementaires de 2001. Parmi ceux-ci, les deux composantes les plus ouvertes du Parti Communiste, extrêmement groupusculaire et divisé au Danemark. Voilà pour le rouge.

La composante verte est, elle, plus issue d'une réflexion politique que d'un parti, le Danemark ne comptant qu'un tout petit parti "vert" qui a même disparu. Soren, un des membres élus au Parlement, nous a expliqué que cette alliance avait été possible parce que chacun de ces partis avait conscience qu'ils étaient dans une impasse.

De l'importance du positionnement sur l'Union Européenne

Aux élections de 1991 cependant, l'alliance ne fait qu'un petit score (1,7 %) ne lui permettant pas d'accéder à la représentation parlementaire (seuil 2 %). Toujours d'après Soren, cet échec a resserré les liens avec les plus motivés d'entre eux et a resserré la lutte autour de la campagne contre l'Union Européenne après le "NON" à Maastricht en 92 qui a stoppé le processus d'intégration dans la zone Euro et dans l'accord de défense européenne.

Après le 2^{ème} référendum sur l'Europe, où la gauche s'est senti trahie par l'appel au "oui" des sociaux-démocrates,

l'Alliance Rouge et Verte fait cette fois un score honorable aux élections parlementaires de 96 et obtient quatre députés avec 3,1 % des voix. Malgré un recul aux dernières élections de 2001 (2,7 %), la formation est toujours représentée au Parlement, ce qui lui permet d'apparaître publiquement. Ils s'opposent à un gouvernement centriste et une extrême droite montante. L'année dernière, l'opinion a commencé à changer et glisse vers les partis sociaux-démocrates et vers la gauche (aidés par la position du gouvernement de s'aligner sur l'axe Washington-Londres-Madrid par rapport à la guerre en Irak et engagement de troupes danoises).

Les principales campagnes de l'Alliance Rouge et Verte se déclinent sur trois thèmes :

r Opposition à la politique du gouvernement, qui comme toutes les droites européennes s'attaque durement aux acquis sociaux, avec un chômage en croissance, plus rapidement que dans les pays de l'Union Européenne. Une grève générale serait en préparation.

r Au plan européen, les élections du 13 juin représentent une échéance prioritaire avec en toile de fond une mobilisation contre la "convention/constitution" en vue du référendum. Sur ce point, ils souhaitent coopérer avec tous les partis de gauche en Europe qui s'opposent à ce projet. Ils ne sont toutefois pas favorables à la création d'un parti de gauche européen.

r Enfin, l'action internationale reste intimement liée à leur participation à la campagne contre la guerre (mobilisation pour la manifestation mondiale du 20 mars). À titre personnel, de nombreux militants sont impliqués dans l'antimondialisme (Attac et Forums sociaux).

L'Alliance Rouge et Verte compte maintenant 2500 membres, (chiffre conséquent ramené à l'échelle de la population du Danemark), répartis sur 60 groupes locaux, leur point d'ancrage étant Copenhague où ils ont obtenu 8 % des voix aux dernières municipales. Le nombre d'adhérents a fait un bond de plus de 400 membres après les élections de 2001 mais reste stable depuis. Cependant, la composition a beaucoup changé depuis 15 ans ; la majorité des membres ne sont pas issus des quatre partis initiateurs avec

de plus en plus de jeunes (le groupe "étudiants" comprend entre 1000 et 1500 membres et environ 1/3 des congressistes avaient moins de 25 ans). Par contre, ils reconnaissent volontiers la sous-représentation des femmes dans les instances dirigeantes : sur 21 membres de l'exécutif, 8 seulement sont des femmes. On retrouve la même proportion pour les candidats aux élections, à ceci près que sur leurs quatre députés, la parité est respectée, c'est dans la suite de la liste que les hommes sont sur-représentés.

Entre autres débats sur la politique générale, campagnes pour s'opposer au gouvernement et propositions alternatives, les congressistes étaient heureux de se pencher pour la première fois sur des propositions de la nouvelle commission "environnement". Cela peut nous paraître étrange pour un parti qui se dit "vert", mais c'est oublier le contexte danois. La difficulté réside à faire des propositions originales et distinctives dans un pays où tous les partis (même de droite) se proclament écologistes et où la population est sensibilisée depuis longtemps à l'environnement. Le débat a porté sur les questions de décroissance et de développement durable, à nuancer avec les besoins des pays en développement (notamment en énergie), ainsi que sur l'opportunité de suppression des taxes sur les produits bios pour les rendre accessibles à tous (proposition très discutée).

Coté "couloir", ce congrès a aussi été l'occasion pour les Alternatifs de prendre (ou d'entretenir) de nombreux contacts internationaux avec les représentants des partis européens présents : Rifondazione (Italie), PDS (Allemagne), Parti Communiste Portugais, des représentantes suédoises et norvégiennes, la LCR. On peut aussi noter la présence de François Vercammen de la 4^{ème} internationale.

Nos amis danois nous ont assuré avoir demandé et soutenu fortement la participation des Alternatifs à la Conférence de la gauche anticapitaliste sans arriver à convaincre la LCR, autre animateur de cette conférence avec le Parti Socialiste écossais et le Bloc de Gauche Portugais.

Nathalie MARCU

Quand serons-nous vraiment alternatifs?

Voilà la question que je ne cesse de poser en ayant parfois et même souvent l'impression de prêcher dans le vide. Et en disant cela, je ne voudrais surtout pas passer pour un donneur de leçons. Je tiens seulement à défendre avec conviction et passion un certain nombre d'idées qui, à mon avis, relèvent du simple bon sens et qui sont pourtant très, très éloignées des pratiques, de la réflexion de celles et ceux qui nous entourent et parfois nous sont très proches, font même partie de nos sphères et j'avoue que c'est cela qui m'inquiète le plus. En effet, tout le monde est d'accord pour dire que ça va mal, que la droite réactionnaire impose l'empreinte d'un capitalisme triomphant et oppressif, que la gauche mollaissone ne propose rien ou si peu, que l'extrême-gauche s'est repliée sur une attitude électoraliste, que le PC oscille entre de multiples tendances, cherchant à défendre le dernier m² du Colonel Fabien, etc. Et nous, eh bien, on suit, on subit, on reste à la traîne de certains qui jouent aux derniers des Mohicans. Et lorsque la " gauche " perdra, nous mélangerons nos larmes aux leurs en disant qu'il vaut mieux une fausse gauche qu'une vraie droite, nous nous auto-flagellerons et nous reparlerons à nouveau de recomposition en attendant les prochaines échéances électorales où chacun reprendra ses billes. Mais quand donc comprendrons-nous que ce cirque n'amuse plus personne ou si peu de monde ? Il y a entre 25 et 30% des gens qui s'intéressent encore à ce cinéma ! Les autres se mettent hors jeu ; ils votent nul, blanc ou plus du tout. Certes, ceci ne veut pas dire qu'il faut rester en dehors du jeu électoral, loin de là, mais il faut tenir les deux bouts, la démocratie représentative et la démocratie active. C'est cette dernière qui doit nous mobiliser le plus, nous passionner le plus, car c'est là que nous trouverons des forces vives, des jeunes, des moins jeunes, des retraités qui ne sont pas à la retraite. Mais si on s'engage dans cette voie, il faut nous donner les moyens et pas seulement faire semblant. Il y a 2 ans, au moment des Présidentielles, j'avais proposé un slogan, " Tous citoyens, tous présidents ", et de faire un tour de France de la citoyenneté ; résultat pratique : zéro . Depuis plusieurs années, je propose

des universités d'été quelque peu différentes quant à la forme, en évitant le système du cours magistral classique et où on nous donne la possibilité de se mettre en un ou plusieurs ateliers correspondant à nos préoccupations respectives et où, à partir d'expériences vécues, on analyse les pratiques en fonction de nos principes de solidarité, d'autogestion, de féminisme, d'écologie. J'ai également tenté de mettre en place une commission active et réactive intitulée " Economie solidaire et expérimentation alternative ". Le but de cette commission était :

- de faire l'inventaire des expériences, des pratiques innovantes que les uns et les autres mènent dans les domaines que je viens d'évoquer et d'autres encore

- de faire vivre le réseau en mettant en lien, en profitant des expériences des uns, en sachant les communiquer aux autres

- de lier les expériences ici (dans nos régions, en France) avec celles qui se pratiquent ailleurs

Pour les Régionales, j'ai lancé l'idée d'Assemblée Régionale de Citoyens s'adressant à la fois aux organisés politiquement et aux non-organisés pour leur proposer de se rencontrer, d'établir des cahiers de doléances, de réfléchir sur l'animation de leur région, sur la place et les rôles des citoyennes et des citoyens, sur le développement de la société multiculturelle, sur la solidarité entre le Nord et le Sud, sur une économie au service de l'Homme, sur une éducation et une culture populaires, sur une santé de proximité, etc.

Un des buts était de construire pendant et après la période électorale des contre-pouvoirs permanents et d'être présents de manière originale, authentique, alternative. Le texte a été diffusé dans la revue des élus mais, sauf erreur de ma part, je n'ai pas trouvé la moindre trace dans Rouge et Vert.

Ceci me fait dire que nous ne sommes pas aussi alternatifs que ça. Et pourtant, en ce qui nous concerne, ça marche, nous sommes en train de mener une véritable campagne à contre-courant qui suscite de l'intérêt.

- nous organisons des rencontres, des forums véritablement interactifs

- des candidats d'autres listes participent à nos débats

- une liste qui aurait pu être concurrente vient de m'inviter pour animer une de ses réunions
- une Maison de la citoyenneté mondiale va s'ouvrir prochainement à Strasbourg

- nous sommes en train d'organiser un Forum social transfrontalier à Fribourg, en Allemagne

- etc.

Grâce à cette présence citoyenne et active, nous sommes reconnus. Mais au fait, me direz-vous, que veulent-ils ? Eh bien, c'est très simple. Nous partons du principe que le temps du dogmatisme, de la dictature du prolétariat, de la vérité détenue par une minorité éclairée est révolu.

L'histoire a montré que les classes dites dirigeantes (avec parfois des idées très généreuses) n'ont pas réussi à motiver durablement le brave peuple.

Il s'agit aujourd'hui d'inverser la vapeur, de diffuser des idées d'humanisme, de désarmement, de partage des richesses, du pouvoir et du savoir ; de semer des graines de solidarité et de fraternité.

Il s'agit de partir du principe :

- que toutes les femmes et les hommes sont doués et qu'il suffit de le vérifier à l'expérience

- que chacune et chacun est une merveille (c'est Albert Jacquard qui le dit)

- qu'il faut apprendre à nous enrichir de nos diversités pour découvrir nos ressemblances

- que le lien est plus important que le bien

Et qu'en fonction de ces principes, de cette éthique, il faut relier, construire des réseaux souples mais efficaces, sans souci de centralisation (mais de mise en relation), de récupération, de prise de pouvoir. Il s'agit de semer, de diffuser des idées, d'encourager des pratiques innovantes et de laisser mûrir. Les fruits récoltés profiteront à celles et à ceux qui nous auront transmis l'envie de les cueillir.

Et ça, c'est du domaine du possible, à condition toutefois d'y croire, de s'en donner les moyens, de permettre à chacun et à chacun de trouver sa place avec ses limites et ses possibilités, mais cela suppose que nous sortions du cercle infernal de l'électoralisme et de l'organisation classique.

Roger WINTERHALTER

Pour le retour d'une Révolution Lente

Les 6 et 20 Mars, deux premières réunions de travail sur la "révolution lente" ont réuni des militants des Alternatifs, (et deux militants de Chiche! jeunes-écologues-alternatifs-solidaires), avec comme souci commun de sortir le nez du guidon de la tactique et de réfléchir dans la durée aux implications concrètes de notre projet rouge et vert, aux nouvelles formes de politisation, aux nouveaux espaces de la radicalité... avec, comme fils conducteurs, l'autogestion et la définition d'espaces d'actions. En attendant de nouvelles réunions sur le même sujet, Rouge & Vert publie une première contribution sur le sujet.

Nous revenons ici sur les hypothèses que nous avons mises en avant dans un texte, rédigé il y a huit ans ("*Pour une révolution lente*") pour Chiche! et qui pourrait constituer des éléments d'un " projet néo-foquiste¹ ", c'est-à-dire de développement de zones en rupture progressive, de foyers d'opposition et de construction, d'expérimentation concrète et de diffusion d'expériences.

Il s'agit de s'appuyer sur les foyers existants et de développer ces pôles d'exemplarité sans perdre de vue que si ceux-ci demeurent isolés, voire se développent en autarcie, alors le gain sera faible, condamnés qu'ils sont à être détruits ou intégrés par le système dominant. Il ne leur reste alors qu'une fonction d'accompagnement social ou écolo du capitalisme.

Quatre axes stratégiques nous semblent prioritaires dans ce projet : le lien, les pratiques, les cibles et échelles et la repolitisation.

1- Liens et lieux d'articulation et de développement

Deux types d'outils peuvent permettre de faire face aux formes de répression de l'Ordre : la (re)constitution d'organes de solidarité, à l'image des différents Secours qui ont marqué le mouvement ouvrier, etc. (Réseaux de solidarité, réseaux d'avocats...). Les initiatives de soutien, de financement, de caisses de solidarité, de parrainage.

Autre nécessité : la création d'instances de capitalisation, de confrontation, de promotion des expériences.

Par exemple :

Création de fondations, de pôles d'expertise légitimés et reconnus. Articulation entre militants, chercheurs et gens (cf. Copernic, Raisons d'agir, Observatoire des inégalités...). Des Think Tanks populaires, en somme.

Nécessité aussi : le dépassement des hiérarchies et des dominations actuelles entre mouvements et structures.

Le modèle social-démocrate d'articulation entre les syndicats, les mouvements de masse sectoriels et le parti est dépassé. L'articulation de type " mouvement des mouvements " et le fonctionnement des Forums sociaux est intéressante (même si la nature de ce dépassement pose de nouveaux problèmes).

Une perspective de travail consiste en la fondation d'un nouveau réseau de lieux en partie inspirés du modèle des Bourses du Travail de la charnière XIX^e – XX^e siècles. A savoir des lieux de permanence, de confrontation, de socialisation, de formulation politique, de culture, d'apprentissage, de savoir, de mémoire et d'élaboration. Elargissement, décloisonnement, multiplication des lieux légitimes de la politique (l'exemple des centres sociaux autogérés en Italie est pertinent).

2- Pratiques en ruptures, pratiques de rupture : du quotidien à l'universel

Soulignons la nécessaire lutte au quotidien contre les normes incorporées et reproduites : du sexisme à l'ethnocentrisme de classe² ...

Et donc démonstration quotidienne, propagande par le fait : inégalité égalisatrice (correction volontaire des inégalités, cf. parité), garderies collectives, pratiques scandinaves, telles qu'elles ont pu être esquissées par les Alternatifs à Annemasse...

"Qui sert le café?" Voilà une question tout aussi importante que "Qui parle à la tribune", surtout si ce n'est pas la même réponse.

ABONNEMENT A ROUGE & VERT
POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS

NOM:
ADRESSE:

PRENOM:

JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS EN 2004
CHEQUE DE 40 EUROS (un an) A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT

MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUIVANTE :
LES ALTERNATIFS 40, RUE DE MALTE 75011 PARIS

L'exigence démocratique ne peut pas être extérieure au mouvement, remise à plus tard. Principe de démocratie à tous les échelons, de transparence interne et externe.

La question est au moins autant celle de la soumission que celle de l'autorité.

Redéfinition des modes de fonctionnement : désignation, délégation, représentation... relations entre majorités et minorités... capacité d'opposition, d'expérimentation...

Principe de collectifs informels et de multitude incontrôlable (exemple les Forums sociaux).

Une pratique de l'intelligence (c'est à la mode) : tendre vers l'intellectuel collectif.

Ce qui implique donc notamment une pratique réflexive (retour sur les expériences, analyse des échecs, des réussites) pour atteindre la nécessaire capitalisation politique.

Ouverture sur des formes d'action politique nouvelles et élargissement de l'horizon militant (pratiques du MST brésilien, d'Eka Parishad en Union indienne³ ...).

Développement de pratiques permettant l'articulation entre les échelons – de l'individuel au collectif – en balayant le modèle du moine-soldat.

Extension des principes d'autopublication et de logique coopérative / contributive tels qu'ils se développent autour de l'Internet (Indymedia, actions anti-publicité...).

3- Désignation des cibles et emboîtement des échelles

Le précepte " Penser global, far local " a certes des vertus mais la dichotomie entre les deux échelons n'est pas satisfaisante.

L'action est nécessairement enracinée, ancrée dans des lieux, des territoires. Mais cela doit s'articuler avec les autres échelons.

En effet, les cibles ne peuvent plus seulement être l'Etat et les institutions internationales (comme aux débuts du mouvement anti-mondialisation) : elles doivent être tout à la fois le FMI, Pepsico, TF1, Raffarin etc...

à Nécessité d'un renforcement des alliances à l'échelon pertinent et constitution d'espaces politiques correspondants : du quartier à l'Union européenne, de l'Etat à l'aire d'implantation des firmes, du trajet des déchets nucléaires à la planète.

(Les euromanifestations, les manifestations transfrontalières, les Marches européennes, les Marches contre les pesticides en Asie, les FSL, FSC et FSM... sont autant de noyaux existant selon ce principe de subsidiarité militante)

à A partir des contradictions sociales, écologiques ou démocratiques, nécessité de la construction d'identités multiples et de conscience de l'emboîtement des échelles. Les travailleurs n'ont pas de patrie mais ils ont des territoires de vie et d'action.

Les travailleurs des entreprises délocalisées ne sont pas des ennemis qui nous ôtent le pain de la bouche ; les consommateurs captifs des firmes françaises dans le Sud sont des alliés.

à Une responsabilité particulière nous incombe en tant que nous sommes au cœur de la Bête. Des possibilités de relais, d'intervention auprès des sièges de l'Empire... (Cf. le comportement des firmes françaises en Argentine, au Gabon, etc.)

4- Repolitisation : de la conquête de l'hégémonie à l'Autonomie

C'est probablement le point crucial.

Comment donner une cohérence à l'ensemble des luttes ? Comment donner un cadre global dans lequel s'inscrit l'action politique ?

Là, on touche à la question de la légitimité de l'action politique.

La social-démocratie de la Mitteleuropa au début du XX^e, le mouvement communiste plus tard avaient réussi à s'abstraire en partie de la puissance de domination du système capitaliste à travers la constitution d'un espace parallèle, avec des éléments de contre-société :

- associations, vie culturelle...
- coopératives
- retournements symboliques : faire des villes ouvrières de périphérie des

" Bastions de la classe ouvrière ". Ces deux exemples sont intéressants dans la mesure où ils ne sont pas parvenus à se substituer à l'Ordre dominant.

Un des objectifs est la constitution d'un espace social autonome : de sorte que l'on ne se batte plus contre les affreux mais pour nos valeurs, nos pratiques, notre projet.

En somme, passer d'une logique de légitimation à une logique de légitimité.

Cela passe notamment par la question des médias, qui font office de gardiens du Temple.

6 Critique des gros médias, comme instrument de domination

6 Critique des discours médiatiques

6 Développement et création de médias alternatifs

6 Agences de presse alternative en mesure de s'affronter aux pôles de domination (une manière de Nova Press réussie)

Cela passe aussi par l'agit-prop, soit une articulation si possible non instrumentale entre collectifs militants et artistes. L'exemple récent du K-O Social nous semble pertinent :

Cela passe par les lieux de légitimation concurrents de ceux du Pouvoir :

6 Instances de formation et d'autoformation (de l'école à l'université populaire...)

6 Instances d'élaboration collective

Pour reprendre une terminologie gramscienne, il s'agit de la question de la lutte pour l'hégémonie politique : être en mesure de poser les termes du débat, d'imposer nos outils d'analyse...

C'est donc la question de l'Autonomie.

Colloghan & Gauthey

Mars 2004

1. Librement inspiré du " foquisme " latino-américain, soit le développement en taches d'huile de foyers révolutionnaires.

2. Par cette expression, on fait référence à une certaine tendance au " racisme de classe ".

3. Cf. *Rouge & Vert* " spécial FSM de Mumbai ", février 2004.

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE DE 15000€ A L'OCCASION DES ELECTIONS CANTONALES, REGIONALES ET EUROPEENNES

La participation de notre mouvement aux échéances électorales des prochains mois représente une charge financière importante alors même que notre trésorerie n'est pas au beau fixe.

Pour que nous puissions aborder cette période dans les meilleures conditions possibles, tout en poursuivant notre intervention sur les terrains sociaux, la coordination générale des 7 & 8 Février a lancé une souscription nationale à hauteur de 15000 euros.

Pour que puissent être défendues pendant ces trois campagnes électorales nos idées émancipatrices : **SOLIDARITE, ECOLOGIE, FEMINISME, AUTOGESTION**
Nous faisons appel à nos camarades, à nos ami-e-s, aux ami-e-s de nos ami-e-s.

Chèques donnant droit à une déduction fiscale de 60 % à l'ordre de l'Association de Financement des Alternatifs et à nous adresser au 40 rue de Malte 75011 Paris.



Les alternatifs, 40 rue de malte 75011 Paris
tél 0143 57 64 50 <http://www.alternatifs.org>
contacts@alternatifs.org autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais **une révolution longue** s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et **un projet autogestionnaire** qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Ecologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux

Pour une gauche alternative, pour une nouvelle société, égalitaire, féministe, écologiste et

énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps. **L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.**

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir. Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste.



Rouge&vert, le journal des Alternatifs
40, rue de Malte 75011 Paris

Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org
Commission paritaire n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961
Directeur de publication : J.J. Boislaroussie, Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :
R. Bernheim, J.J. Boislaroussie,
B. Caron, M. Colloghan, Q. Dauphiné,
A. Gauthey, J.L. Le Bourhis, N. Marcu,
H. Mermé, P. Oriol, R. Seibel,
H. Térance et R. Winterhalter,

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs), SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland Mérieux imprimé par ExpressionsII : 01 43 70 80 96